

Ensemble, mobilisé·es contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes

Nos organisations syndicales CFDT, CGT, CNT, FO, FSU, Solidaires, Union pirate et UNSA ont appelé toutes et tous à se mobiliser aujourd'hui, vendredi 13 octobre. Au cours des derniers mois, les travailleuses et les travailleurs sont descendus dans la rue partout en Europe. En France, nous avons construit un mouvement social historique pour s'opposer à une réforme des retraites dont nous continuons de dénoncer le caractère injuste, inutile et brutal.

La journée du 13 octobre représente une première mobilisation dans un cadre syndical européen. La manifestation à Paris accueillera des délégations de nombreux pays. En France, comme partout en Europe, l'inflation et le pouvoir d'achat sont la préoccupation n°1 des travailleurs et des travailleuses. C'est le sens de cette date commune avec nos voisins européens : montrer un monde du travail uni contre l'austérité et pour de meilleurs salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le mouvement syndical européen est appelé à se mobiliser pour plus de solidarité, pour l'emploi et pour une économie qui donne des résultats concrets aux travailleuses et travailleurs, pour des salaires plus élevés et des emplois de qualité, pour une plus grande protection sociale, pour une transition environnementale socialement juste, pour des investissements pour des services publics de qualité qui garantissent les droits des citoyennes et citoyens.

En France comme dans toute l'Europe, le patronat et certains gouvernements cherchent à imposer des politiques dites « d'austérité » en abîmant les services et les biens publics - mais aussi nos industries - au profit de cette finance qui capte les richesses créées par le travail.

D'autres choix sont possibles ! Chaque année, 200 milliards d'euros d'aides publiques fiscales ou sociales sont données aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie. Les budgets des services publics et de la sécurité sociale seront bientôt discutés au Parlement. C'est le moment de faire entendre notre voix : nous voulons vivre dignement de notre travail, travailler dans de meilleures conditions avec des budgets au service de l'intérêt général et non des intérêts particuliers.

Actuellement, de nombreuses négociations sont en cours, il faut donc se mobiliser pour qu'elles aboutissent à une amélioration des droits des travailleuses et travailleurs. A quelques jours de la Conférence sociale, les organisations syndicales et de jeunesse sont unanimes sur la nécessaire égalité entre les femmes et les hommes, sur l'augmentation des salaires, du SMIC, des pensions, des minima sociaux et bourses d'études, mais aussi sur la conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

L'intersyndicale rappelle que les exonérations et allègements de cotisations sociales accordés aux employeurs fragilisent notre système collectif de protection sociale.

De même, les organisations syndicales qui participent actuellement aux négociations sur les retraites complémentaires Agirc Arrco et l'Assurance chômage y porteront leurs revendications et y pèseront de tout leur poids pour améliorer les droits des retraité.es et des chômeuses et chômeurs. L'Etat lorgne sur les réserves bien gérées paritairement comme celles des retraites complémentaires, de la branche accident de travail / maladie professionnelles ou encore d'autres caisses comme celle de l'AGEFIPH dédiées aux personnes en situation de handicap pour compenser les politiques dispendieuses de l'Etat.

Le projet de loi dit « plein emploi » est en débat à l'Assemblée nationale depuis du 26 septembre. Obligation d'inscription pour toutes les allocataires du RSA, chasse aux privé-es d'emploi en général par le durcissement des sanctions, externalisation du service public vers des prestataires privés, accueil tout numérique au risque du non-recours au droit... Nos organisations dénoncent ce projet de loi, durcit par la droite en première lecture au Sénat.

Pour financer France travail, le gouvernement annonce une nouvelle ponction de 12 milliards d'euros sur quatre ans sur l'assurance chômage, tout en baissant la participation de l'État.

Le plan soi-disant « plein emploi » est en réalité le plein d'emplois précaires et une souffrance accrue pour les inscrit-es à Pôle emploi, pour les jeunes dans les missions locales, pour les allocataires du RSA, comme pour les agent-es de ces organismes.

Les études sur les inégalités professionnelles montrent que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est de l'ordre de 22 % en faveur de ces premiers. Précarité, bas salaires, temps partiel subi restent encore et toujours l'apanage des femmes. Pour que cesse cette situation injuste, nos organisations exigent une réelle égalité salariale et professionnelle.

Les femmes sont majoritaires parmi les employées et les professions intermédiaires, mais restent minoritaires parmi les cadres. Nous n'acceptons plus qu'à niveau de qualification égal, les métiers majoritairement occupés par des femmes soient systématiquement moins bien payés que les métiers dits masculins.

Les politiques d'austérité sapent aussi les services publics, particulièrement l'Hôpital ou l'Education nationale. L'intersyndicale l'affirme, ce ne sont pas de dépenses mais des investissements pour notre société et la population. Les services publics sont une richesse pour toutes et tous.

Cette année encore, l'été a mis en lumière les conséquences dramatiques du changement climatique et la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste. Nous sommes toutes et tous [concerné.es](#). Les impacts de cette transition écologique juste sont multiples et concernent à la fois les activités, les conditions de travail, les métiers, les emplois, les qualifications et les compétences. Pour répondre à ce défi majeur, il faut dès aujourd'hui apporter des solutions immédiates, anticiper les impacts et préparer les investissements nécessaires, agir en prévention pour sécuriser l'emploi et le travail des salariés et agents et les associer aux choix qui les concernent. Au lieu de cela la fragilisation de l'industrie se poursuit sous la pression continue des actionnaires

Enfin, les organisations syndicales rappellent leur attachement aux valeurs républicaines, aux libertés démocratiques, individuelles et collectives en particulier le droit de grève et de manifester. L'intersyndicale réaffirme son refus de toute régression sociale. C'est le sens de notre appel aujourd'hui à se mobiliser par des rassemblements, des manifestations, des actions, y compris par la grève et des débrayages, pour plus de justice sociale.